



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.894/2/V
du 7 septembre 2026

advies 79.894/2/V
van 7 september 2026

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant les dispositions
du Code civil relatives à
la responsabilité du fait
des produits défectueux et
insérant l'article 877/1 dans
le Code judiciaire'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de bepalingen
van het Burgerlijk Wetboek
met betrekking tot de
aansprakelijkheid voor
gebrekkige producten en tot
invoeging van artikel 877/1 in
het Gerechtelijk Wetboek'

Le 22 juillet 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 7 septembre 2026 sur un avant-projet de loi 'modifiant les dispositions du Code civil relatives à la responsabilité du fait des produits défectueux et insérant l'article 877/1 dans le Code judiciaire'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Ahmed TIOURIRINE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2026.

*

Op 22 juli 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie, belast met Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 7 september 2026 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de aansprakelijkheid voor gebrekkige producten en tot invoeging van artikel 877/1 in het Gerechtelijk Wetboek'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ahmed TIOURIRINE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

Article 3

L'article 877/1, § 4, en projet du Code judiciaire vise « toute mesure utile » afin d'assurer la protection des informations confidentielles ainsi que du secret des affaires et « notamment celles prévues à l'article 871*bis* » du même Code. Interrogées sur les mesures, autres que celles figurant à l'article 871*bis* du Code judiciaire, qui pourraient être ordonnées par le juge, les déléguées ont indiqué :

« L'article 871*bis* prévoit des mesures spécifiques destinées à protéger les secrets d'affaires, mais celles-ci ne couvrent pas nécessairement toutes les mesures de protection susceptibles d'être requises dans un cas concret, notamment lorsque les éléments de preuve comportent des informations confidentielles qui ne constituent pas des secrets d'affaires. Le juge pourrait ainsi, selon les circonstances, ordonner l'occultation de certaines informations, limiter la communication aux seuls extraits pertinents ou prévoir des modalités particulières de consultation. Le terme 'notamment' permet dès lors au juge d'adapter les mesures de protection aux circonstances de l'espèce, conformément aux exigences de l'article 9 de la directive ».

Ces précisions figureront utilement dans l'exposé des motifs.

Article 5

La version néerlandaise de l'article 6.42 en projet définit le produit comme « elk roerend goed, ook indien het in een ander roerend goed of in een onroerend goed is geïntegreerd, onroerend door bestemming is geworden, of met een ander product onderling is verbonden ». La version française de cette disposition définit le produit comme « tout meuble, même s'il est incorporé dans un autre meuble ou dans un immeuble, ou est devenu immeuble par destination, ou est interconnecté avec un autre ».

Il ressort expressément du texte néerlandais en projet que, pour la définition du produit, le caractère « interconnecté » est envisagé par rapport à un autre produit, ce qui ne transparaît pas aussi clairement du texte français.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera de la correcte transposition de l'article 4, point 1), de la directive 2024/2853 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‘relative à la responsabilité du fait des produits défectueux et abrogeant la directive 85/374/CEE du Conseil’¹.

Article 6

1. Concernant l’emploi du mot « on » dans la version française de l’article 6.43, § 1^{er}, en projet du Code civil et du mot « men » dans sa version néerlandaise, les déléguées ont précisé :

« Le choix de conserver le pronom ‘on’ s’inscrit dans la continuité du régime existant : cette formulation figurait déjà à l’article 6 de la directive 85/374/CEE et a été reprise dans le droit belge actuel. Elle renvoie à une appréciation objective, bien connue, de la sécurité légitimement attendue. Si la directive 2024/2853 emploie désormais l’expression ‘une personne’, elle ne modifie pas ce principe sur le fond, le considérant 30 précisant que l’appréciation porte sur la sécurité à laquelle le grand public peut légitimement s’attendre ».

Ces précisions figureront utilement dans l’exposé des motifs.

2. L’article 6.43, § 1^{er}, en projet du Code civil désigne « la loi ou un règlement de l’Union européenne ». Interrogées afin de préciser si cette expression devait s’entendre strictement et ne viser que la loi au sens formel et les règlements de l’Union européenne, les déléguées ont indiqué :

« L’intention n’est pas de limiter les exigences de sécurité aux seules dispositions d’une loi au sens strict ou d’un règlement de l’Union européenne. L’article 7, paragraphe 1^{er}, de la directive vise la sécurité requise par ‘le droit de l’Union ou le droit national’. Le considérant 30 reprend expressément cette formulation et le considérant 34 précise qu’il s’agit des exigences pertinentes en matière de sécurité des produits, y compris les exigences de cybersécurité pertinentes pour la sécurité. Afin d’éviter toute ambiguïté et d’assurer un alignement complet sur la directive, la formulation pourrait être adaptée pour viser ‘le droit de l’Union ou le droit national’ ou une précision pourrait être apportée dans l’exposé des motifs ».

Le dispositif sera revu en conséquence.

Article 8

L’article 6.45, § 1^{er}, alinéa 2, en projet du Code civil mentionnera la date et l’intitulé du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 ‘portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données)’.

*

¹ Cette disposition définit le produit comme, dans la version française, « tout meuble, même s’il est incorporé dans un autre meuble ou dans un immeuble ou interconnecté avec celui-ci; [...] » ; dans la version néerlandaise, « elke roerende zaak, ook nadat zij is geïntegreerd in of onderling is verbonden met een andere roerende of onroerende zaak, [...] » ; dans la version allemande, « bezeichnet jede bewegliche Sache, auch wenn diese in eine andere bewegliche oder unbewegliche Sache integriert oder damit verbunden ist [...] » ; et dans la version anglaise, « all movables, even if integrated into, or inter-connected with, another movable or an immovable; [...] ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 3

In het ontworpen artikel 877/1, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewag gemaakt van “elke nuttige maatregel” ter waarborging van de bescherming van vertrouwelijke informatie en van het bedrijfsgeheim, “inzonderheid de maatregelen waarin is voorzien in artikel 871*bis*” van hetzelfde wetboek. Naar aanleiding van een vraag in verband met andere maatregelen dan die vervat in artikel 871*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, die bevolen zouden kunnen worden door de rechter, hebben de gemachtigden aangegeven:

“L’article 871*bis* prévoit des mesures spécifiques destinées à protéger les secrets d’affaires, mais celles-ci ne couvrent pas nécessairement toutes les mesures de protection susceptibles d’être requises dans un cas concret, notamment lorsque les éléments de preuve comportent des informations confidentielles qui ne constituent pas des secrets d’affaires. Le juge pourrait ainsi, selon les circonstances, ordonner l’occultation de certaines informations, limiter la communication aux seuls extraits pertinents ou prévoir des modalités particulières de consultation. Le terme ‘notamment’ permet dès lors au juge d’adapter les mesures de protection aux circonstances de l’espèce, conformément aux exigences de l’article 9 de la directive.”

Het verdient aanbeveling die preciseringen op te nemen in de memorie van toelichting.

Artikel 5

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 6.42 wordt het begrip “product” gedefinieerd als “elk roerend goed, ook indien het in een ander roerend goed of in een onroerend goed is geïntegreerd, onroerend door bestemming is geworden, of met een ander product onderling is verbonden”. In de Franse tekst van deze bepaling wordt het begrip “produit” gedefinieerd als “tout meuble, même s’il est incorporé dans un autre meuble ou dans un immeuble, ou est devenu immeuble par destination, ou est interconnecté avec un autre”.

Uit de ontworpen Nederlandse tekst volgt nadrukkelijk dat, voor de definitie van het begrip “product”, de “onderling verbonden” aard beschouwd wordt ten opzichte van een ander product, wat niet even duidelijk naar voren komt uit de Franse tekst.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De steller van het voorontwerp moet toezien op de correcte omzetting van artikel 4, punt 1), van richtlijn 2024/2853 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2024 ‘inzake aansprakelijkheid voor gebrekkige producten en tot intrekking van Richtlijn 85/374/EEG van de Raad’.¹

Artikel 6

1. In verband met het gebruik van het woord “men” in de Nederlandse en het woord “on” in de Franse tekst van het ontworpen artikel 6.43, § 1, van het Burgerlijk Wetboek hebben de gemachtigden het volgende aangegeven:

“Le choix de conserver le pronom ‘on’ s’inscrit dans la continuité du régime existant: cette formulation figurait déjà à l’article 6 de la directive 85/374/CEE et a été reprise dans le droit belge actuel. Elle renvoie à une appréciation objective, bien connue, de la sécurité légitimement attendue. Si la directive 2024/2853 emploie désormais l’expression ‘une personne’, elle ne modifie pas ce principe sur le fond, le considérant 30 précisant que l’appréciation porte sur la sécurité à laquelle le grand public peut légitimement s’attendre.”

Het verdient aanbeveling die preciseringen op te nemen in de memorie van toelichting.

2. In het ontworpen artikel 6.43, § 1, van het Burgerlijk Wetboek wordt gewag gemaakt van “de wet of een verordening van de Europese Unie”. Naar aanleiding van het verzoek te verduidelijken of die uitdrukking strikt begrepen moet worden en dat daarmee alleen verwezen wordt naar de wet in formele zin en naar de verordeningen van de Europese Unie, hebben de gemachtigden aangegeven:

“L’intention n’est pas de limiter les exigences de sécurité aux seules dispositions d’une loi au sens strict ou d’un règlement de l’Union européenne. L’article 7, paragraphe 1^{er}, de la directive vise la sécurité requise par ‘le droit de l’Union ou le droit national’. Le considérant 30 reprend expressément cette formulation et le considérant 34 précise qu’il s’agit des exigences pertinentes en matière de sécurité des produits, y compris les exigences de cybersécurité pertinentes pour la sécurité. Afin d’éviter toute ambiguïté et d’assurer un alignement complet sur la directive, la formulation pourrait être adaptée pour viser ‘le droit de l’Union ou le droit national’ ou une précision pourrait être apportée dans l’exposé des motifs.”

Het dispositief moet dienovereenkomstig herzien worden.

¹ In die bepaling wordt het begrip “product” in de Franse tekst gedefinieerd als “tout meuble, même s’il est incorporé dans un autre meuble ou dans un immeuble ou interconnecté avec celui-ci; (...)”; in de Nederlandse tekst als “elke roerende zaak, ook nadat zij is geïntegreerd in of onderling is verbonden met een andere roerende of onroerende zaak, (...)”; in de Duitse tekst als “bezeichnet jede bewegliche Sache, auch wenn diese in eine andere bewegliche oder unbewegliche Sache integriert oder damit verbunden ist (...)”; en in de Engelse tekst als “all movables, even if integrated into, or inter-connected with, another movable or an immovable; (...)”.

Artikel 8

In het ontworpen artikel 6.45, § 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek moet melding gemaakt worden van de datum en het opschrift van verordening (EU) 2022/868 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2022 ‘betreffende Europese datagovernance en tot wijziging van Verordening (EU) 2018/1724 (Datagovernanceverordening)’.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Bernard BLERO